

PRENUMERATA

w Paryżu i na prowincji:

KWARTALNIE..... 4 fr.

PÓLROKOWE..... 8 fr.

ROKOWE..... 15 fr.

Zagranicą :

ROKOWE..... 18 fr.

TELEFON :

TRUDAINE 61.42

POLONIA

REVUE HEBDOMADAIRE POLONAISE

PARAISANT CHAQUE SAMEDI

ABONNEMENTS

Paris et Départements:

TROIS MOIS..... 4 fr.

SIX MOIS..... 8 fr.

UN AN..... 15 fr.

Etranger :

UN AN..... 18 fr.

TÉLÉPHONE :

TRUDAINE 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3^{bis}, rue La Bruyère, 3^{bis} — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

ENCORE UN NOUVEAU GOUVERNEMENT POLONAIS

On n'a pas oublié que le 5 novembre dernier, l'Allemagne a décidé de donner un « gouvernement » à la Pologne.

Les Pangermanistes auraient bien voulu traiter la Pologne en pays annexé, après l'avoir traitée en pays conquis; mais la haute conscience nationale des Polonais s'est imposée, même à leurs vainqueurs, et ceux-ci ont dû compter avec le droit de la Pologne à former un Etat libre et indépendant.

Les Allemands se sont aperçus pendant la première année de leur occupation, qu'ils ne gouverneraient pas facilement la Pologne sans la participation des Polonais. C'est de cette constatation qu'est sorti le « gouvernement » du 5 novembre 1916.

Les éléments de ce « gouvernement » polonais étaient ramenés à leur plus simple expression.

Pas de roi polonais; mais deux gouverneurs généraux austro-allemands. Pas de parlement; mais un Conseil d'Etat, composé de deux douzaines de citoyens nommés par les Empires du Centre. Pas de ministère parlementaire; mais de simples directeurs de services, choisis parmi les 25 conseillers d'Etat.

Avec cela, pas de pouvoir de décision pour le Conseil d'Etat, mais simplement la faculté de donner des avis.

L'Allemagne s'était flattée qu'un pareil fantôme de gouvernement suffirait à la Pologne, et que cette ombre de gouvernement polonais pourrait effectivement gouverner.

L'Allemagne s'est trompée, et c'est pour réparer son erreur qu'elle entreprend de mettre sur pied un nouveau « gouvernement » polonais.

L'Allemagne avait cru obtenir trois choses des Polonais: d'abord une armée polonaise qui aurait combattu avec les armées allemandes; puis une entente diplomatique qui aurait lié la Pologne à la politique des Empires du Centre; enfin la haute main sur toute l'administration intérieure de la Pologne.

Or l'Allemagne n'a pu lever d'armée polonaise dans le Royaume, et même elle n'a pas su s'attacher les Légions polonaises qui ont combattu dans les rangs autrichiens. Ces Légions ont refusé le serment de fraternité avec les troupes allemandes.

L'Allemagne n'a pu faire adhérer le Royaume à sa politique de guerre, et c'est parce que le Conseil d'Etat de Varsovie a fait mine d'accepter le serment que l'on demandait aux légions polonaises, que huit de ses membres l'ont quitté et que les autres,

conscients de leur impopularité, ont dû démissionner.

Enfin, l'Allemagne n'a pu garder sous son autorité exclusive l'administration intérieure de la Pologne, et dans le nouveau projet de gouvernement elle abandonne la direction des écoles, de la justice et de la politique sociale à la compétence polonaise.

Elle se trouve contrainte également d'élargir le Conseil d'Etat et de lui reconnaître des pouvoirs de décision en certaines matières, au lieu d'un simple pouvoir consultatif.

Mais elle entend ne lui laisser aucun droit en matière diplomatique et militaire. Il n'est plus question de lever une armée polonaise; et il est stipulé que le nouveau « gouvernement » polonais n'aura aucune représentation diplomatique à l'étranger.

Le nouveau ministère polonais ne saurait avoir de plus larges attributions que le Conseil d'Etat, et le Conseil de régence qui tiendra lieu de roi, et qui nommera les ministres, verra toujours son autorité dominée par celle du gouverneur-général allemand.

Donc, changements médiocres que ceux qui interviennent dans le « gouvernement » polonais. Ni l'Allemagne, ni l'Autriche ne se résignent à donner à la Pologne la liberté, et encore moins l'indépendance qui lui sont dues.

Ces deux puissances autoritaires et conquérantes entendent garder la Pologne à leur merci.

Encastrée entre la Prusse prolongée jusqu'à Riga et les Etats héréditaires autrichiens, la Pologne sera une dépendance fatale de la Grande-Allemagne.

C'est pourquoi l'Allemagne ne donne rien à la Pologne de ce qui constitue un Etat indépendant: pas d'armée, pas de diplomatie et même pas de roi. Elle réduit la Pologne à une existence intérieure, à une existence de province privée de souveraineté. Elle ne s'en cache pas et se trouve obligée même de promettre davantage pour le temps de paix.

La constitution nouvelle donnée à la Pologne n'est qu'un replâtrage plus ou moins habile d'un édifice tombé en ruines. A l'intérieur de cet édifice, les Polonais pourront sans doute travailler utilement pour leur patrie; mais ils savent bien que la Patrie polonaise ce ne saurait être cette bâtisse incomplète et primitive, où le badigeon noir et blanc de l'Allemagne, noir et jaune de l'Autriche, recouvre encore l'impérissable amaranthe de la Pologne!

GEORGES BIENAIMÉ.

L'ACTE DU 12 SEPTEMBRE ET LES ALLIÉS

L'Allemagne proclame une nouvelle organisation de « l'Etat du 5 novembre » tandis que les pangermanistes se plaignent amèrement par la voix de la « *Tägliche Rundschau* » que la politique allemande en Pologne est une bataille perdue, tandis que l'opinion de tous les hommes d'Etat allemands est que les Polonais sont l'ennemi auquel on déclare une guerre sans merci, une guerre d'extermination. A part les socialistes, tous les partis allemands expriment plus ou moins ouvertement leur mécontentement de l'acte nouveau des deux empereurs à Varsovie. Et pourtant l'Allemagne n'ose pas recourir à la force en Pologne et offre à celle-ci une certaine autonomie.

Cette autonomie ne peut contenter personne car les pouvoirs des autorités militaires allemandes sont toujours extraordinaires et le Conseil de Régence ou le nouveau Conseil d'Etat ne jouirait point de l'autorité nécessaire pour gouverner. Le décret statutaire du 12 septembre spécifie que le gouverneur peut toujours lancer des ordonnances ayant force de loi, tandis qu'au contraire les ordonnances votées par le Conseil d'Etat doivent être contresignées par le gouverneur.

On se demande pourquoi tant de réclame et de tapage autour du nouvel acte « magnanime », puisque von Beseler reste toujours le maître absolu à Varsovie.

Au fond la question polonaise ennuie profondément l'Allemagne. Plus que jamais elle désire arriver à une « entente cordiale », selon le mot de M. Grimm, avec la Russie au sujet de la Pologne. Mais elle est obligée de se donner une apparence libérale, surtout après sa réponse à la note du pape. Elle songe probablement aussi à proposer une conférence de la paix. Tout cela déplaît énormément aux pangermanistes qui, grisés par le succès de Riga, réclament des annexions et viennent même de fonder un parti de la « Patrie allemande » pour prêter appui à Hindenburg et à Tirpitz, les grands meneurs de la réaction en Prusse.

Une crise nouvelle est inévitable en Allemagne et la question polonaise sera une de ses causes principales. Les chancelleries occidentales doivent y réfléchir. La lutte à outrance contre les Empires du Centre sert de base à la politique nationale polonaise. Tous les Polonais sont d'accord là-dessus en principe. Mais certains conseillent la modération, parce qu'ils hésitent à s'engager à fond et n'ont aucune confiance dans les plus belles paroles. On a déjà tant promis aux Polonais depuis trois ans, et l'on a si peu tenu, que, vraiment, nos pessimistes sont excusables.

Jusqu'à présent les Alliés ont défini plus ou moins nettement leur attitude envers la question polonaise: ce sont d'abord les Etats-Unis où M. Wilson, dans son mémorable message du 22 janvier, réclama une Pologne unifiée, autonome et indépendante, et ensuite l'Italie, où la Chambre a souvent émis des vœux analogues et où dernièrement encore, M. Sonnino,

ministre des Affaires Etrangères, a déclaré que « l'Italie, d'accord avec ses Alliés, considère l'unification de la Pologne indépendante comme un but de cette guerre mondiale consacrée à la libération des nationalités opprimées ».

En Angleterre, M. Bonar Law, chancelier de l'échiquier, a déclaré à la Chambre des Communes que les Alliés aideront la Pologne à réaliser son unité et son indépendance sur les bases de la proclamation russe du 30 mars dernier.

En France, les déclarations les plus nettes ont été faites par M. Ribot dans sa réponse au Congrès polonais de Moscou et par M. Denys Cochin, qui a dit à la Sorbonne, le 5 juillet dernier, que si la nation polonaise ne devait plus retrouver son indépendance « les promesses faites au monde civilisé par la France et ses Alliés ne seraient pas tenues... alors l'espérance qui a rangé à côté de nos armées celles de tous les peuples libres serait déçue... »

Evidemment ! Mais nous désirons savoir surtout ce que l'on compte faire pour que les promesses puissent être tenues et pour que les espérances ne soient pas déçues.

Nous souhaitons que tous les Alliés émettent leur opinion sur l'avenir de la Pologne, qu'on donne une suite logique à la politique si bien inaugurée par l'organisation d'une Armée polonaise en France, qu'on fasse enfin une déclaration collective ayant le caractère d'un engagement solennel et irrévocable, en faveur de notre infortuné pays.

Casimir SMOGORZEWSKI.

APRÈS L'ÉTAPE SENTIMENTALE

En lisant les commentaires divers de la presse, en France et ailleurs, sur la récente note pontificale et sur les réponses qu'elle a provoquées, j'ai vu avoir été particulièrement frappé de ce fait que la question polonaise n'y tenait pas une fort grande place. Beaucoup de Polonais ont remarqué avec tristesse que le Saint-Siège y faisait, à la fin de son document, une allusion imprécise, et qu'il y substituait à l'affirmation courageuse d'un principe un appel à la bonne volonté et à l'esprit de conciliation des puissances. Bon nombre de journaux, dans les pays de l'Entente, ont relevé cette lacune, mais il ont été visiblement plus intéressés par d'autres points du problème de la paix, tels que le sort de la Belgique ou celui de l'Alsace-Lorraine.

D'une façon générale, on peut dire, je crois, que les ennemis de l'Allemagne, quand ils défendent les droits de la Pologne, obéissent beaucoup plus à un sentiment moral, qui est celui de l'équité, qu'au sentiment positif de certaines nécessités politiques. On sait que les épreuves de la Pologne ont été et sont encore grandes. On sait qu'il est impossible d'accorder cet état de fait avec les maximes qui composent le programme des Alliés. On déclare donc souvent avec beaucoup de sincérité, qu'il est juste de rendre la Pologne à elle-même et que les démocraties ont l'obligation morale de la libérer.

Quand on songe à ce qui se savait, à ce qui se pensait, à ce qui se disait de la question polonaise avant la guerre et jusqu'à ces derniers mois, on ne peut qu'applaudir à ces intentions qui ont reçu, de différents côtés, la consécration des promesses officielles. Si l'Europe, selon le mot magnifique du P. Gratry, était en état de péché mortel depuis le partage de la Pologne, elle n'en avait, hélas ! nulle contrition, et elle avait perdu peu à peu jusqu'à la conscience de sa faute. La guerre la lui a rendue. C'est bien. La guerre a ranimé en beaucoup d'âmes cette belle passion du droit qui faisait que jadis, chez nous, la cause polonaise avait je ne sais quoi de sacré. C'est très bien aussi. Mais il faut maintenant autre chose. Avoir retrouvé le sentiment de nos responsabilités morales à l'égard de la Pologne, c'est une première étape, l'étape sentimentale. Il s'agit — car le temps presse — d'aborder bien vite la seconde, qui est l'étape politique.

Qu'est-ce que cela signifie, l'étape politique ? Cela signifie, qu'après avoir enfin ouvert notre cœur à la cause polonaise, nous devons ouvrir notre esprit au problème polonais. La morale

publique exige que la Pologne renaisse, c'est entendu. Mais par surcroît les intérêts vitaux de l'Europe l'exigent, et c'est ce que nous sommes encore loin de très bien comprendre. Il y a en France assez de générosité naturelle pour que nous soyons capables, en peu de temps, de retrouver les belles traditions idéalistes. Mais si cette sorte de redressement moral ne nous est pas difficile, il est beaucoup plus malaisé d'opérer le redressement intellectuel qui doit le compléter, c'est-à-dire de refaire notre éducation politique, de renoncer aux systèmes dont nous avons pris l'habitude, de nous mettre directement en présence de la réalité actuelle, de nous y orienter sans préjugés, et d'en tirer les directives qui doivent constituer la politique de demain.

Voilà plus d'un siècle que la question polonaise a cessé d'être un des éléments importants de la politique française. Après l'effondrement du système napoléonien, elle n'a plus représenté chez nous, en général, qu'un facteur moral. Puis l'oubli est venu. Puis l'indifférence totale, et une extrême réserve, du jour où s'est nouée l'alliance franco-russe. Maintenant tout a changé. Et nous, ne changerons-nous pas ? La Russie tsariste, qu'il fallait ménager, n'est plus. La Russie démocratique a rendu sa liberté à la Pologne. Pour la première fois depuis le XVIII^e siècle, les trois spoliateurs de la Pologne ne sont plus d'accord. L'un d'eux a fait amende honorable. Les deux autres, qui ont un intérêt essentiel à garder leur part, sont précisément nos ennemis d'aujourd'hui. La diplomatie des Alliés a compris ces conditions nouvelles, mais le public n'en saisit guère l'immense intérêt.

Cet intérêt, ce sont les Allemands qui vont nous le faire comprendre. Bornons-nous à deux citations. Dans les *Preussische Jahrbücher* de juin dernier, le professeur Delbrück écrivait que Varsovie serait après la guerre « le centre des intrigues politiques de l'Europe », et que le nouvel Etat polonais serait un nouveau Balkan, c'est-à-dire le grand foyer des complications internationales. Le 1^{er} septembre, comme *Polonia* l'a rappelé (n° du 8 sept.), le *Berliner Tageblatt* écrivait : « la question polonaise est véritablement la plus importante pour nous, en guerre comme en paix, beaucoup plus importante que le sort de la Belgique ou de l'Albanie. D'elle dépend l'avenir de la Prusse orientale comme grande puissance, et, par suite, celui de l'empire. »

Il est difficile, en la matière, de soupçonner les Allemands d'exagération. Si nous étions mieux instruits des affaires de l'Europe centrale et orientale, nous comprendrions pourquoi l'on pense à Berlin que Varsovie sera le centre des combinaisons politiques de l'Europe future, et que la question belge n'a pas l'importance de la question polonaise. Voulons-nous dissocier le bloc de l'Allemagne et de l'Autriche ? Occupons-nous de la question polonaise. Voulons-nous enlever aux Habsbourg le glacis galicien qui lui est indispensable et qui vient, en effet, de couvrir les provinces de la monarchie ? Occupons-nous de la question polonaise. Voulons-nous arracher au germanisme les riches terres silésiennes dont il tire de prodigieux moyens de force économique ? Occupons-nous de la question polonaise. Voulons-nous, dans ce monde slave mouvant et décevant, trouver un point d'appui solide ? Occupons-nous de la question polonaise. Voulons-nous empêcher que le germanisme accapare la Baltique, qu'il envahisse la Courlande, la Lithuanie, l'Esthonie, qu'il n'aille se réunir en inondant la Russie dont il prépare plus que jamais la conquête morale et économique ? Occupons-nous de la question polonaise.

De gré ou de force il va nous falloir, il nous faut aujourd'hui même une *politique slave*. Elle tenait jusqu'à ce jour dans les cadres de l'alliance franco-russe. Nous devons élargir ces cadres. Nous avons de grandes choses à attendre de la Russie. Mais la Russie est neuve, inexpérimentée, malléable, et il n'apparaît pas que, malgré le changement de son régime, elle soit en état de se défendre bien contre l'opiniâtre action du germanisme. La Pologne, en revanche, a un passé, des traditions, du caractère. Elle est, par nature et par éducation, imperméable au germanisme. Elle nous aime, elle nous attend, elle s'offre au rôle magnifique que la situation, de nouveau, lui impose. Il ne tient qu'à nous de faire mentir le professeur Delbrück et d'empêcher que Varsovie ne devienne après la guerre un redoutable foyer de combinaisons internationales.

Le moment est opportun pour nous de nous rappeler que du XVI^e au XVIII^e siècle, la diplomatie française, avec beaucoup de tâtonnements

et d'erreurs, a eu l'instinct d'une *politique polonaise*, et qu'à Varsovie, justement, elle a cherché un point d'appui contre le germanisme de ces temps-là, à savoir l'impérialisme envahissant de la Maison d'Autriche. Si l'histoire se répète, répétons l'histoire. Si l'évolution des choses a fait que la Pologne est appelée naturellement à reprendre sa mission traditionnelle, à nous de la bien comprendre, cette fois. Et puisque la Russie nous a restitué de ce côté notre liberté d'action, puisque la guerre d'aujourd'hui nous a montré à plein le danger germanique, ne recommençons pas la politique vacillante et velléitaire de notre ancienne diplomatie monarchique, et engageons-nous résolument, au nom de nos plus grands intérêts français, dans la voie d'un *système polonais*. Sachons bien et n'oublions pas qu'en définitive les gens de Berlin sont plus soucieux de Varsovie que de Strasbourg et de Bruxelles.

Henri SIGISMOND.

AGENCE POLONAISE CENTRALE A LAUSANNE

— La question du gouvernement polonais à Varsovie.

La situation politique dans le Royaume de Pologne ne cesse pas d'être difficile pour les Empires centraux, à l'encontre de différentes informations optimistes lancées par Berlin et par Vienne. La difficulté consiste surtout en ce que la création projetée du Conseil de Régence, composé de trois membres, se heurte à des obstacles dont le principal est le refus du Club politique des Partis de consentir à ce qu'un quelconque des membres de l'ancien Conseil d'Etat provisoire fasse partie du Conseil de Régence. De plus, le Club des Partis formule tout un ensemble de conditions concernant l'établissement d'un gouvernement polonais. Pour tous ces motifs, l'archevêque Kakowski, le plus en vue — à côté du prince Zdzislaw Lubomirski — des candidats au Conseil de Régence, a déclaré, comme l'annoncent les journaux, qu'il subordonne son acceptation à une entente pleine et entière sur la personne du troisième membre du Conseil, et sur les fondements de la création d'un gouvernement polonais. La presse en conclut que la constitution d'un Conseil de Régence pourrait bien ne pas aboutir. On envisage par contre comme possible la formation d'un ministère sous la présidence du comte Adam Tarnowski, ancien ministre d'Autriche-Hongrie à Sofia et plus récemment ambassadeur à Washington. Le comte Tarnowski aurait comme collaborateurs des personnes dont l'activité se base plus ou moins sur l'acte du 5 novembre.

— Le « Club Politique des Partis » du Royaume de Pologne et le Conseil de Régence.

Quelques jours avant la promulgation du nouvel acte austro-allemand au sujet du Royaume de Pologne, le Club Politique des Partis, représentant l'immense majorité de l'opinion publique polonaise, a publié la déclaration suivante :

« Le Conseil d'Etat provisoire, vu la nécessité où il était de se retirer de la vie politique du pays, a voté et soumis aux autorités d'occupation le projet d'une nouvelle organisation de l'Etat polonais. En même temps, il a mis au premier plan le Conseil de Régence, comme organe politique suprême ayant le pouvoir de former le gouvernement et le nouveau Conseil d'Etat.

« Peu après, le Conseil d'Etat provisoire s'est dissous et le projet élaboré par lui est près d'être réalisé. Notre pays est à la veille de recevoir de nouveaux organes d'Etat, comme conséquence ultérieure de l'acte du 5 novembre. Dans cette recherche des voies propres à la réalisation de cet acte, des formes nouvelles apparaîtront, avec, en tête, le Conseil de Régence qui aura de larges pleins-pouvoirs politiques.

« Le Club Politique des Partis n'a pris part ni à l'élaboration du projet ci-dessus, ni au choix des personnes convoquées au Conseil de Régence. Toutefois, en présence de la gravité de la situation nouvelle, le Club Politique des Partis se sent en devoir de déclarer ce qui suit :

« Le Conseil de Régence auquel sera attribué un large champ d'action dans le domaine de la reconstitution de l'Etat peut réaliser sa tâche et obtenir des résultats heureux pour la nation, à condition de ne pas oublier un seul instant que, conformément à l'esprit de l'histoire de Pologne, la Nation a été et est la seule source du pouvoir suprême. Nous croyons inébranlablement que, dans les conditions transitoires actuelles, le Conseil de Régence sans en référer à la volonté nationale, ne préjugera ni des frontières, ni de la constitution de l'Etat polonais; qu'il n'offrira à personne la Couronne de Pologne, et ne signera aucun traité soit politique, soit commercial, qui préjugerait du sort futur de la Pologne. Nous nous attendons également à ce que le Conseil de Régence protège la nation contre les conséquences destructives de la

guerre et qu'il entreprendra efficacement l'œuvre de construction, par ses propres forces, d'un Etat polonais. »
Parti de la Politique réaliste. Parti national-démocrate. Parti polonais progressiste. Union nationale. Parti de la démocratie chrétienne. Parti de l'indépendance économique.

Varsovie, le 11 septembre, 1917.

Il résulte de la déclaration ci-dessus que le Club Politique des Partis d'accord avec l'attitude qu'il a observée jusqu'à présent, considère comme seule possible la prise en main, par les Polonais, de l'administration du pays, en vue de la construction, par ses propres forces, de sa vie intérieure d'Etat, comme aussi pour la défense du pays contre « les conséquences destructives de la guerre », c'est-à-dire contre les réquisitions et toute sorte d'exploitation du Royaume par les autorités d'occupation. Par contre, le Club Politique des Partis a été et est absolument contraire à ce que les autorités polonaises affectent le caractère d'un gouvernement politique qui préjugerait d'une façon quelconque de l'avenir de la Pologne au point de vue international ou qui l'engagerait en faveur des Empires centraux.

BULLETIN

● Armée polonaise en Amérique.

Il a été fondé en Amérique, à Cambridge Springs, une école d'officiers polonais, où plusieurs centaines de jeunes gens ont fait leurs études théoriques, pour ensuite être envoyés dans un camp au Canada (Camp Borden) afin d'y compléter leur instruction militaire et entrer dans l'Armée polonaise.

Les cours de cette école ayant été terminés et les élèves diplômés envoyés au Canada, le « *Zgoda* » du 16 août 1917, organe de l'Union Nationale Polonaise des Etats-Unis, lui consacre un éditorial où nous lisons entre autres ce qui suit :

« Le gouvernement des Etats-Unis les a autorisés (les officiers polonais) à s'organiser ici et à s'exercer; il leur permettra sans doute de créer une armée de Kościuszko, et autorisera peut-être aussi, là-bas en France, les Polonais à quitter les régiments américains pour rentrer sous leur propre drapeau, sous leur propre commandement et sous leur propre discipline militaire à titre d'un nouveau et vaillant allié qui est incapable de désertir les champs de bataille.

« Ce sera là servir nos ennemis, mais à côté de nos plus sincères amis, qui se sont déjà nettement et catégoriquement déclarés pour la réunion des terres de l'Ancienne Pologne, pour sa liberté et son indépendance. Nous ne prêterons plus serment à nos ennemis séculaires et nous

ne combattons plus pour leur puissance, mais nos soldats prêteront serment à la Pologne et à son drapeau. Nous sommes à la veille de grands événements où la gloire des armées polonaises retentira de nouveau dans le monde entier, aux côtés de nos nobles et puissants alliés, qui nous veulent libres et heureux. »

● **La coopération des Polonais du Brésil.** — La colonie polonaise de Rio-de-Janeiro, réunie le 16 septembre 1917 en assemblée plénière extraordinaire, après avoir pris connaissance de la déclaration faite par le lieutenant Henri Abczyński, délégué de la Mission Militaire Franco-Polonaise pour le Brésil, et concernant la création de l'Armée Polonaise en France qui est pour le moment le symbole unique de la Pologne unifiée et indépendante, a décidé à l'unanimité :

1° d'exprimer la plus profonde conviction et la foi inébranlable que c'est uniquement par la création d'une Armée nationale, que les fils de la Pologne, dispersés depuis un siècle à travers le monde, reconquerront la liberté et l'indépendance de leur patrie chérie et lui assureront son ancienne place parmi les nations libres gardiennes fidèles de la justice et de la liberté.

2° de reconnaître comme le plus impérieux devoir patriotique pour chaque Polonais habitant le Brésil de participer de toutes ses forces à l'organisation de l'Armée Polonaise en France qui est notre Armée nationale.

3° confirmant les pouvoirs donnés au Comité National polonais de Rio par la réunion plénière de la colonie polonaise du 5 juillet dernier, lui recommander de travailler de toutes ses forces et avec tous ses moyens pour cette cause sacrée. Le lieutenant Abczyński a été présenté à M. Nilo Peçanha, ministre des affaires étrangères, par les ministres de France et de Russie.

● Les réponses des Empires Centraux au Pape.

L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ont répondu à la note du Saint-Père, mais leurs réponses sont remarquables surtout par leur imprécision et leur vide. Il n'y a aucun indice de propositions définies.

Pas un mot sur la Pologne, la Belgique, l'Alsace-Lorraine, mais en revanche on est frappé par l'ostentation hypocrite de douceur et de conciliation affectée par les deux documents dans leur ton général. Avec audace et cynisme on voudrait renverser les responsabilités de la guerre.

En même temps les Allemands prennent Jacobstadt pour calmer chez eux l'opinion publique et pour lui prouver qu'on sauvegardera le moindre intérêt matériel allemand!

et quand il sentait il agissait, et — chose étrange — il agissait toujours selon ses sentiments!

Que voulez-vous : il n'était pas un sage, ni un diplomate; il ne faisait pas de carrière...

Il laissa de côté son mètre et ses ciseaux pour courir là où l'on fendait les têtes à grands coups d'espadon.

Il voulait lutter pour la liberté non pas en prononçant des discours flamboyants dans des réunions populaires pas même sous les plumets des armées victorieuses, mais dans les rangs des défenseurs des grandes causes qui succombaient dans une lutte inégale.

Le jeune Poisson accourut à Cracovie. Oui, à Cracovie. Il rêvait de se battre dans l'antique cité royale, autour de laquelle agissait la bande à Metternich, célèbre par le plus grand crime, qui ait été commis au nom de l'intérêt d'Etat. Derrière les gouverneurs autrichiens riait cyniquement Kaliban appuyé d'un côté sur Szela et de l'autre sur les starostes de Galicie qui armèrent les paysans du couteau. Le sang des récents massacres n'avait pas encore séché sur les mains du baron Krieg, de Breinl à Tarnów, de Berndt à Bochnia et de Milbacher à Lwów.

Cracovie était en ce moment là le foyer du mouvement libérateur, où séjournaient en cachette les émigrés, où, le jour de Pâques, le Comité National demanda à tous les citoyens d'abolir le servage et de partager les terres.

Poisson arriva trop tard. Tous les émigrés étaient forcés de quitter l'Autriche dans un délai de trois jours, la garde nationale avait déposé les armes, on avait dissous le Comité National, et le général Schlick avait pris le pouvoir en mains.

Les regrets et la colère s'emparèrent de Poisson — dans des vers naïfs il exprima tout son enthousiasme, et toute son indignation. Il n'était point un maître en poésie, mais il avait une âme franche et sincère et c'est ainsi qu'il voulait voir la vie.

● Les proclamations à Varsovie.

Le 16 septembre, après la lecture des proclamations, le gouverneur général von Beseler prononça un discours, dans lequel il a dit :

La proclamation qui vient de vous être lue vous montre d'une manière catégorique que les gouvernements des puissances centrales s'en tiennent après comme avant à la déclaration du 5 novembre 1916 et qu'ils ont l'intention de créer un Etat polonais libre et indépendant, se rattachant librement et sans arrière-pensée aux puissances centrales. Mais je désire que les honorables personnes ici présentes comme tous ceux qui seront appelés à collaborer à cette grande œuvre restent convaincus que la Pologne, dans son union avec les puissances centrales, dans leur appui amical et sous leur direction, doit développer elle-même ses propres forces. Faites surtout en sorte de repousser les nombreuses immixtions illicites dont vous êtes menacés d'autre part.

● Les nouveaux commentaires allemands.

A propos de l'autonomie de la Pologne, le *Berliner Tageblatt* du 17 septembre écrit :

On ne verra pas seulement dans la proclamation actuelle la suite directe des précédentes mesures prises, mais aussi le plus grand pas fait jusqu'à maintenant pour réveiller chez les Polonais l'esprit d'indépendance. Pour le moment, on ne peut prendre que des mesures provisoires. On entrevoit toutefois la possibilité de réaliser l'Etat polonais. L'active collaboration du peuple polonais peut faire beaucoup pour développer ces premiers germes de la résurrection de la Pologne.

La *Germania* dit :

Beaucoup désirent voir placer à la tête du conseil des ministres l'ancien ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Washington, le comte Adam Tarnowski. Cependant, d'autres personnalités entrent également en cause.

La *Gazette de Voss* écrit :

Ce dernier cadeau ne prend toute son importance à nos yeux que si, au lieu de considérer le Royaume de Pologne comme une question uniquement polonaise, on la considère au point de vue de l'avenir de l'Allemagne. C'est de ce seul point de vue que nous devons considérer les circonstances actuelles. Or, nous pouvons d'abord établir que nous avons créé un Etat polonais qui survivra à la paix.

Les journaux de droite se demandent si les puissances impérialistes, par trop d'optimisme, n'ont pas trop accordé à la Pologne (*sic!*), sans avoir exigé de garanties pour le maintien de leurs propres intérêts.

La *Gazette de la Croix* est d'avis que tout le problème polonais se ramène à la question de savoir si la Pologne se mettra loyalement du côté des puissances centrales, ou si elle jouera le rôle que la Serbie a joué jusqu'à son entrée

FEUILLETON DE POLONIA, DU 29 SEPTEMBRE 1917

Le citoyen Ryba

Silhouette de 1848

Les relations de François Poisson avec la Pologne datent de ce bon vieux temps qu'était l'année 1848.

Les guerriers de la Légion polonaise et les lanciers de Dembiński l'appelèrent « citoyen Ryba » (1). Je l'ai connu deux ans avant sa mort. Cet homme simple et modeste était un des derniers de la génération qui s'en va et pour laquelle toute idée de liberté se rattachait au mot « Pologne ». Génération de rêveurs incorrigibles. Plus tard, on les a flétris du haut des tribunes parlementaires, les traitant de nouveaux « Don Quichottes ». Car pour les hommes politiques de carrière, ces questions-là étaient aussi « indésirables », que les immigrés sans le sou. Et pourtant cette idée de liberté n'était pas étrangère à la France — elle est même née sur la terre gauloise et elle a vécu dans les cœurs des deux générations qui ont eu une foi inébranlable en la fraternité des peuples.

La liberté n'était pas pour eux le privilège d'une race, ni d'un seul peuple; les violations et les injustices les révoltaient non seulement chez eux, mais partout. En cette époque, a soufflé à travers le monde un vent étrange, qui enleva pas mal d'illusions et qui permit aux peuples de respirer largement.

Bien des âmes y trouverent leur grandeur.

François Poisson ne faisait rien à moitié. Son père le destinait au métier de tailleur, mais son cœur était trop vif et trop chaud. Il savait sentir,

(1) En polonais *ryba* veut dire poisson.

Bientôt, un nouveau champ d'action s'ouvrit pour servir la cause perdue.

Les espérances des Polonais, qui cherchaient leur patrie dans tous les coins du monde, surtout où l'on pouvait donner sa vie pour la liberté, se laissaient de nouveau aller à de nouveaux rêves. Créer des Légions polonaises pour la cause hongroise, et après, porter les drapeaux victorieux au bord de la Vistule — tel était le rêve qui s'était emparé des cœurs polonais et dont s'était épris aussi le cœur du citoyen Poisson.

Poisson rejoignit la Légion polonaise en Hongrie. Il agissait toujours selon la sagesse « stupide » de son cœur — quelle imprudence! Les Polonais arrivaient de toutes parts sous l'étendard de la liberté. Dembiński, à deux reprises, fut nommé général en chef des troupes hongroises; le général Bem, gouverneur de Transylvanie, fit reculer les Autrichiens jusqu'en Valachie. Poisson s'engagea donc sous les drapeaux qu'on voyait sur tous les champs de bataille de l'Europe, combattre pour la liberté.

Les souvenirs de cette campagne du citoyen Poisson sont aussi curieux que les mémoires des simples soldats napoléoniens, qui dans des mots naïfs racontent les choses héroïques auxquelles ils avaient assisté.

Poisson revêtit donc la veste bleue et jaune et le « shako » d'uhlan polonais. La lance plut tellement au « petit bourgeois français », qu'on aurait cru qu'il était né pour la porter. Aussi s'en réjouissait-il comme un lycéen de son premier fusil de chasse. Il aimait infiniment la société de ces guerriers, dont les visages moustachus, clairs, francs, portaient souvent de larges cicatrices, des souvenirs de batailles mémorables : Stoczek, Wawer, Grochów, Ostrołęka, c'était là des mots qui avaient alors pour des âmes non éprises de l'opportunisme, un attrait épique et glorieux.

(A suivre.)

SIGISMOND STEFAŃSKI.

en guerre vis-à-vis de la monarchie austro-hongroise.

Les actes du 12 septembre et la presse autrichienne.

La presse autrichienne accueille les actes du 12 septembre plus favorablement que les journaux allemands ; mais elle paraît regretter tout ce qu'ils ont d'incomplet. Elle ne sait toujours pas quels seront les rapports de la nouvelle Pologne et de la double monarchie ; cette ignorance n'est pas sans l'inquiéter. Elle montre aussi quelque défiance à l'égard de l'opinion publique polonaise.

La *Reichspost* du 16 septembre commente en termes pompeux les décrets impériaux qui ont créé une Pologne libre ; mais elle ne peut oublier quelles désillusions éprouvèrent en Pologne les puissances centrales ; elle estime nécessaire de mettre en garde les partis politiques polonais contre tous regrets ou une agitation inutile ; la Pologne sera un royaume héréditaire, il faut que les républicains de Varsovie s'y résignent.

En outre, la *Reichspost* constate qu'il n'est pas question des limites de la Pologne, et que l'on ne peut dire si, et dans quelle mesure, les territoires ukrainiens lui seront attribués ; seule, la conclusion de la paix permettra de tracer les frontières.

D'après les journaux viennois, il serait constitué des ministères polonais pour la justice, l'instruction publique, l'agriculture, la prévoyance sociale, les cultes et les beaux-arts ; les gouverneurs généraux retiendraient la police, l'administration intérieure, les finances, le commerce et la guerre.

On sait que le gouvernement polonais ne jouira ni du droit d'avoir des représentants à l'étranger, ni du droit de conclure des conventions internationales.

Un État lithuanien ?

Selon la *Neue Freie Presse* du 16 septembre, les autorités allemandes auraient l'intention de faire de la Lithuanie et de la Courlande un État particulier dont la situation à l'égard de la Pologne dépendrait de l'attitude même des Polonais. D'après le même journal, les territoires de la Russie-Blanche lithuanienne, y compris Grodno et Wilno, seraient réunis à la Pologne.

Il se tiendrait, à Wilno, vers le milieu d'octobre, une réunion des personnalités politiques lithuanienues où l'on discuterait les rapports d'hommes de confiance envoyés à Stockholm pour s'entendre avec les représentants de la Lithuanie restés en Russie.

La même feuille publie le texte d'un appel lancé, le 4 septembre, par les partis polonais de Lithuanie qui proteste contre les revendications lithuanienues et qui insiste sur l'importance de l'élément polonais en Lithuanie.

D'autre part on télégraphie de Zurich au *Temps* du 24 septembre :

Le gouvernement allemand, se conformant aux vœux du Reichstag, a décidé de convoquer la Diète lithuanienne à Wilno, et de former un Conseil d'État lithuanien pour la direction des affaires de ce pays.

On mande d'autre source que la proclamation d'un État lithuanien indépendant serait imminente à la rentrée du Reichstag.

CRIER : « VIVE LA POLOGNE »
C'EST REVENDIQUER LE DROIT
A L'INDÉPENDANCE POUR TOUTES
LES NATIONS OPPRIMÉES.

COMITÉ DE SECOURS

POUR LES VICTIMES DE LA GUERRE
EN POLOGNE

Vingt-troisième liste des dons reçus par l'Administration de la revue *Polonia* :

Mme J. Kaczowska, 6 fr. ; — M. F. Kozłowski, 10 fr. ; — M. Wiśniewski, 10 fr. ; — M. Sobiecki, 10 fr. ; — M. Chmura, 5 fr. ; — Mme Barret-Spalikowska, 5 fr. ; — M. Antenot, 6 fr. ; — Prisonniers de guerre polonais de Couzon, 143 fr. 70 ; — M. A. Skóra, 6 fr. ; — Mme P. Piasecka, 10 fr. ; — M. Joseph Lewin, 10 fr. ; — M. Stefan Skibniewski, 5 fr. ; — M. Stanislas Skibniewski, 15 fr.

Total de la vingt-troisième liste, **241 fr. 70.**

Total des vingt-trois listes : **22.429 francs.** entièrement versés par la revue *Polonia* dans la caisse du Comité général à Vevey.

REVUE DE LA PRESSE

Le *Bulletin polonais* du 15 septembre donne la reproduction du discours prononcé par le révolutionnaire russe, *Michel Bakounine*, au 17^e anniversaire de l'insurrection polonaise du 29 novembre 1831 célébré à Paris. Dans ce discours Bakounine prédit un « orage prochain, terrible, qui effraie beaucoup de personnes, mais que la nation russe appelle avec joie ». Cet orage, hélas, ne devait éclater que soixante-dix ans plus tard et s'abattre sur l'arrière-petit-fils de ce Nicolas I^{er}, dont le règne, selon le mot de Bakounine, était un « mélange singulier de brutalité mongole et de pédantisme prussien ».

A propos d'un article paru dans un journal franco-polonais de Paris, dont l'auteur reconnaissait comme gouvernement légal et sanctionné le *Conseil d'Etat* de Varsovie (qui d'ailleurs démissionna quelques jours plus tard !), le *Bulletin* fait cette remarque qui nous paraît très juste :

Si nous voulons avoir un vrai gouvernement national, ne fabriquons pas et ne reconnaissons pas à l'aventure une quantité indéterminée de soi-disant gouvernements complémentaires ou supplémentaires qui, loin de se compléter ou de se suppléer, ne feraient que se contredire et se contrecarrer.

Dans *Le Journal* du 20 septembre nous trouvons un article sur les tendances séparatistes en Russie intitulé « *Le vrai péril russe* » et signé du *Colonel Choumsky*, le critique militaire russe bien connu. Cet article est d'une grande franchise.

Il est hors de doute — écrit le *Colonel Choumsky* — que les idées séparatistes ont fait de rapides progrès en Russie, ce qui, au surplus, est très naturel. Il ne faut pas oublier, en effet, que la Russie contemporaine a été engendrée par voie de conquêtes ; que *cent onze peuplades* différentes, aux dires de certains ethnographes, couvrent son territoire. Cette constatation n'implique cependant pas que ces cent onze peuplades ont droit à leur autonomie. Ce qui serait raisonnable, c'est que, pour la bonne harmonie intérieure et le bien-être de ces peuples, le gouvernement adoptât un régime répondant à certaines aspirations nationales, sans porter atteinte à l'unité de la Russie.

L'auteur divise les courants nationaux en Russie en deux groupes :

Le premier comprend celles qui ont conservé leur esprit vraiment national et qui sont arrivées à un niveau intellectuel très élevé, ne le cédant en rien à celui de la Russie. Tel est le cas de la Pologne et de la Finlande.

Le second groupe englobe les nations qui, politiquement, se sont fondues dans la Russie, tout en conservant néanmoins quelques-unes de leurs particularités.

Tel est le cas de l'Ukraine, de la Livonie (Lettons), de la Russie Blanche, de la Lithuanie, du Caucase, du Turkestan.

Pour les Polonais, le *colonel Choumsky* est juste et remarque que « *personne ne conteste la légitimité des revendications touchant l'indépendance de la Pologne* ». Il est moins tendre pour les Finlandais. Il dit qu'une partie seulement de ce peuple aspire à l'autonomie entière.

Les prétentions nouvellement formulées par les Finlandais ne sont pas admises par la grande masse de la Russie révolutionnaire, — dit le *Colonel Choumsky*.

Personne ne songe à nier que les Finlandais, en tant que peuple, ont intégralement gardé leur caractère, leur esprit, leur culture. Mais chacun sait que jamais le petit peuple finlandais n'a joui de sa pleine indépendance et qu'il s'est toujours abrité derrière la couronne suédoise ou bien derrière l'aigle russe à deux têtes. Dès qu'ils auront conquis leur indépendance, les Finlandais se tourneront vers l'un ou l'autre de leurs voisins.

Donc parce que les Finlandais n'ont pas joui jusqu'ici de leur pleine indépendance, ils ne pourront jamais la recouvrer ! Quelle mentalité !

Dans le *Journal* du 22 septembre, *M. Georges Prade* parle du « *Faux nez de la propagande allemande* » où il souligne le succès indéniable de la diplomatie occulte de l'Allemagne.

« Son chef (de cette diplomatie occulte) a été plus heureux en Russie qu'Hindenburg lui-même, écrit *M. Prade*. L'organisation qu'il avait créée et qui a su mettre dans son jeu des hommes aussi différents, mus par des principes aussi opposés que Soukhomlinov, le militaire besogneux et prévaricateur ; Sturmer, le chef des bureaucrates-autocrates, ennemi du principe de la liberté, soupçonneux des démocraties ; Protopopov, l'ex-libéral ébloui par les augustes familiarités impériales ; Raspoutine, le moine crasseux mystico-érotique ; Lénine, le chef de l'extrême-gauche anarchiste ; les Finlandais et les Ukrainiens rêvant de reconstruire les vieux royaumes écroulés, et les Polonais rebelles à l'idée de reconstitution nationale du Royaume de Pologne ; cette organisation était vraiment très forte. »

Les Polonais peuvent avoir des opinions différentes sur la marche à suivre pour recouvrer leur indépendance, mais de là à être « rebelles à l'idée de reconstitution du

Royaume de Pologne » il y a tout un abîme. Nous pouvons assurer *M. Prade* que *pas un Polonais* n'est rebelle à cette idée !

Remarquons aussi en passant que les Finlandais et les Ukrainiens ne peuvent pas « rêver de reconstruire leurs vieux royaumes écroulés » pour cette simple raison qu'ils n'eurent jamais de royaumes ! Cela ne les empêche pas cependant d'aspirer à l'indépendance

Scribitur ad narrandum, non ad probandum.

Dans le *Nouvelliste de Bretagne, Maine et Normandie*, du 29 août, paraissant à Rennes, *M. Jean Davril* publie une interview de *M. Joseph Joubert*, bien connu de nos lecteurs pour sa sympathie fervente pour la Pologne, sur « *Un Mittel-Europa anti-allemand* ».

A propos de la Pologne intégrale jusqu'à la mer, *M. Joseph Joubert*, vice-président du *Comité des Etudes Maritimes et Coloniales*, nous disait que ce n'était point là une affaire russe seulement, car il s'agit d'une question militaire et politique qui regarde toute l'Entente : la constitution d'un *Mittel-Europa anti-allemand*

« Certes, nous explique l'éminent historien, nous nous réjouissons des perspectives de revanche éclatante du droit trop longtemps violé en Pologne, d'affranchissement, après un tel martyre, d'un peuple chevaleresque, industrieux, héroïque, singulièrement grandi à l'école du malheur, mais en outre, du point de vue international, il faut reconnaître que la Pologne représente un élément indispensable à la reconstitution de l'Europe.

« Par exemple, les « reprises polonaises », qui devraient embrasser la Pologne, la meilleure terre à blé à l'Allemagne, la Silésie, peuplée surtout de catholiques, les deux Prusses Occidentale et Orientale, jusqu'à la Baltique, renfermant des milliers de Polonais, sont nécessaires à la totalité du nouvel Etat.

« Huit millions d'habitants et cent mille kilomètres carrés, voilà l'agrandissement représenté par ces provinces de l'Est, que la géographie, l'histoire et les vœux de la majorité des habitants, rattachent à la Pologne.

« Cette légitime restitution affaiblirait rudement la cuirasse d'airain forgée par la piraterie des Hohenzollern. — « Quand l'aigle blanc de Pologne, à dit le prince de Bismark, prendra son vol, l'aigle noir de Prusse aura reçu son coup fatal ! »

« Ainsi qu'avec un profond sens politique l'a déclaré le président Wilson, l'accès garanti, absolument libre à la mer est pour la nation polonaise la condition nécessaire du libre et plein développement économique, qui peut seul assurer à cette nation une existence indépendante.

« Et cette façade sur la Baltique, reconnue indispensable par le Grand Justicier de la culpabilité germanique, doit, ajouterai-je, comprendre le port de Dantzig, en polonais « Gdańsk », l'ancienne cité hanséatique, qui dès 1450 fut placée sous le protectorat de la Pologne et n'échut à la Prusse qu'en 1793, lors du deuxième partage.

« Dantzig, à 6 kilomètres de la mer, sur la Vistule, une des plus magnifiques artères fluviales de l'Europe, est au bassin du fleuve polonais ce que Marseille est à la vallée du Rhône. Aucune restauration de la Pologne ne sera praticable sans l'incorporation de Dantzig, qui s'impose avec d'autant plus de force que sur la rive gauche de ce fleuve les colonies polonaises s'étendent jusqu'à la mer.

« La domination prussienne a été ruineuse pour l'ancienne Venise du Nord, dont le port devrait drainer tout le trafic de la Vistule et de son fertile bassin. Mais la politique réaliste de la Prusse a sacrifié Dantzig au plus grand profit de Hambourg et de Brême, devenus les deux principaux ports de commerce transocéanique pour la Pologne et de l'embarquement des émigrants (300.000 en 1915) à destination de l'Amérique et provenant de la Galicie, voire même de la lointaine Russie Blanche.

« Grâce à l'habile réseau de ses lignes forcées, l'Allemagne avait su presque isoler le Royaume de Pologne et faire dériver le commerce galicien sur l'Ouest, en l'écartant de la Vistule et de Dantzig et cela pour une double raison économique et stratégique.

« Or, il ne suffit pas d'anéantir militairement l'hégémonie prussienne : il faut encore tarir les sources de négoce et de richesse frauduleusement accaparées par l'Allemagne, et l'Entente atteindra ce but en rétablissant, comme par exemple pour le bassin polonais de la Vistule, les grands courants commerciaux naturels, détournés à son avantage exclusif par l'égoïsme teuton.

« Les terres polonaises de Prusse une fois rattachées au nouvel Etat et la distance de Berlin à la frontière orientale réduite à 150 kilomètres en terrain plat, de quel poids pèserait en Allemagne la puissance prussienne.

« Enfin il serait essentiel que la Pologne unifiée et rattachée, suivant la proclamation du 30 mars, à la Russie par une union militaire libre, s'alliât étroitement à la Lithuanie, à la Ruthénie et à la Bohême, de manière à former une puissante confédération slave, un *Mittel Europa* (Europe Centrale) anti-allemand.

« Ainsi seraient constituées les Marches de l'Est, servant de rempart inexpugnable au colosse moscovite pour la défense de la civilisation européenne contre les avalanches des Huns et pour le repos tant de l'Europe que du monde. »

ZIEMIE POLSKIE

W Rosji anarchja trwa ciągle. Nie udało się Kornilowowi wyrzucić Kierenskiego, a le pozycja rosyjskiego premiera jest ciągle niepewna. Teraz musi się on bronić przeciw atakom skrajnej lewicy, sławetnych « bolszewików » z byłym ministrem rolnictwa, Czernowym, na czele.

A jednocześnie Niemcy znów atakują nad Dźwiną. Dnia 21 września wzięli oni miasto Jakubowo (Jakobstadt) o 120 wiorst od Rygi. Są więc Niemcy panami biegu Dźwiny na przestrzeni od zatoki Ryskiej aż na wschód od Jakubowa. Sytuacja Rosjan jest przeto poważna.

Z powodu braku broni i materiału wojennego Rząd Tymczasowy rosyjski postanowił zmniejszyć armję o połowę, czyli, że zostanie się w szeregach około 6 milionów ludzi (tyleż co i we Francji).

— **Sprzedaż majątku Komisji Kolonizacyjnej.**

Kurier Poznański z 28 z. m. pisze: Komisja Kolonizacyjna kupiła, jak donosi *Berliner Tageblatt*, majątek ziemski Kurżetnik, położony w powiecie lubawskim, niedaleko Nowego Miasta nad Drwęcą. Kolonizacja objęła posiadłość natychmiast. Kurżetnik należał obecnie do Niemca Niemayera, znajdował się jednak od szeregu lat w rękach dzierżawcy Polaka, p. Feliksa Ossowskiego. Jest to majątek obszaru około 2.500 mórg nader pięknie położony w okolicy czysto polskiej. Nieznane są bliższe szczegóły kupna Kurżetnika przez kolonizację, to atoli trzeba powiedzieć, że takie rozprzestrzenianie się Komisji Kolonizacyjnej w czysto polskich środowiskach budzi zapiekowanie wśród naszej ludności i wiary w rzeczywistość nowej orientacji nie budzi.

— **Z życia politycznego na Litwie.**

W Mińsku przestał wychodzić *Nowy Kurjer Litewski*, pierwsze pismo codzienne w Mińsku od pamiętnego okresu wojen napoleońskich.

Nowy Kurjer Litewski, stojący wiernie na straży interesów narodowych i rozumiejący jasno, iż w wielkiej wojnie obecnej miejsce Polaków jest po stronie koalicji antyniemieckiej, redagował młody, pełen poświęcenia dla sprawy działacz — Kazimierz Próchnik.

Na miejsce *Now. Kur. Lit.* powołano do życia *Dziennik Miński*. Ma on być pismem narodowym i demokratycznym.

Dotychczas *Dz. Miński* nie zarysował swego programu w zakresie polityki zagranicznej. Nie próbujemy dodawać, iż sprawa stosunku do państw walczących, i jasna świadomość celów i dróg polityki polskiej jest dziś najkapitałniejszym zagadnieniem naszego życia.

— **« Hasło ».**

Życie polskie w kolonjach pulsuje coraz żywiej. Coraz żywszą jest praca myśli społecznej, a jej wyrazem — pisma polskie, powstające we wszystkich większych ośrodkach naszego życia.

W Charkowie powstał tygodnik « Hasło ». « Liczna kolonja polska w Charkowie — czytamy w artykule od redakcji — gdy tylko zyskała wolność słowa, wykazała szlachetne tendencje do szeregowania się pod hasłem wyzwolenia Ojczyzny niezawisłej, niepodległej z dostępem do morza.

« Podobny kierunek myśli organizacyjnej ujawniają grona polskie, skupione w innych miastach i osadach, dla których Charków jest niejako macierzystym grodem. Myśl ta pulsuje silnie w Zagłębiu Donieckim, ze stolicą charkowskiej gubernii wieloma węzłami zepolonem.

« Grono ludzi dobrej woli postanowiło — celem tem skuteczniejszego głoszenia i realizowania hasła Polski zjednoczonej i niepodległej z dostępem do morza — założyć u nas tygodniowe pismo. »

« *Hasło* » jest organem zrzeczeń narodowych w Charkowie.

Pierwsze dwa numery — przyznać to musimy bezstronnie — zawierają bogatą treść z różnorodnych dziedzin życia, bardzo zajmująco zgromadzoną. « *Hasło* » ma charakter bezpartyjny, narodowy.

Wszyscy roczni, półroczni i kwartalni prenumeratorzy **POLONII**, abonament których skończył się z dniem pierwszym września, proszeni są o wniesienie zawczasu przedpłaty, a to celem uniknięcia przerwy w odbieraniu naszego czasopisma.

WIDOKI NA PRZYSZŁOŚĆ

W myśl ustaw z dnia 12 września, władza naczelna ma należeć w Królestwie Polskiem do Rady Regencyjnej złożonej z trzech członków mianowanych przez monarchów Mocarstw Centralnych. Dwa tygodnie upłynęły już od chwili kiedy ustawy owe zostały odczytane w Warszawie, a dotychczas Rady Regencyjnej jeszcze niema. Mówi się głośno o kilku kandydaturach i prasa wymieniła już nazwiska ks. Zdzisława Lubomirskiego, arcybiskupa Kakowskiego, ks. Aleksandra Druckiego-Lubeckiego, hr. Juljusza Tarnowskiego i wreszcie hr. Józefa Ostrowskiego.

Dlaczego sprawa ta wlecze się tak długo? Dla przyczyn bardzo prostych. Władze niemieckie chciałyby narzucić krajowi swych kandydatów, a kraj zaś proponuje swoich. Głównie chodzi Niemcom o ks. Druckiego-Lubeckiego, a Austrii o hr. Tarnowskiego, konserwatystę krakowskiego, który jest oddany dynastji habsburskiej i wierzy, zupełnie szczerze zresztą, że tylko tą drogą można zbawić Polskę. Jeżeliby ci dwaj kandydaci weszli do Rady Regencyjnej, wówczas zgodziliby się może Niemcy na kandydaturę ks. Lubomirskiego, członka *Koła Międzypartyjnego*, które jest blokiem stronnictw umiarkowanych, i które o sympatje niemieckie nie może być podejrzywane. Ale cóż mógłby zrobić jeden ks. Lubomirski przeciwko dwóm innym członkom Rady Regencyjnej, rozumiejącym politykę polską w sposób wręcz odwrotny?

Możemy przeto zgóry twierdzić, że mezaljans podobny nie dojdzie nawet do skutku. O wiele więcej cech możliwości posiada kombinacja Lubomirski-Kakowski-Ostrowski, albowiem w tym wypadku ks. Lubomirski mógłby się oprzeć na autorytet arcybiskupa, który jest względem Państw Centralnych dość umiarkowany. Dotychczas jednak wszystko zajeżdża się w dziedzinie hipotez. Prawdopodobnie blok *Koła Międzypartyjnego* nie przystanie na wzięcie czynnego udziału w organizacji Państwa Polskiego na podstawie wrześniowych dekretów. Na kilka dni przed ogłoszeniem owych dekretów w Warszawie, *Koło Międzypartyjne* ogłosiło deklarację polityczną, w której zaznaczono, że « *Naród jest jedynym źródłem, z którego wyjść może władza naczelna w Kraju* ». *Koło Międzypartyjne* uważa, że « Rada Regencyjna w czasach obecnych nie może powziąć decyzji ani w sprawie granic Państwa Polskiego, ani zaofiarować komukolwiek Korony polskiej, ani też zawrzeć jakikolwiek traktat natury handlowej czy też politycznej ». Powinna Rada Regencyjna przedewszystkiem zabezpieczyć kraj przed nieszczęciami, jakie wojna na kraj może spowodować.

Jest to jedyna polityka możliwa w warunkach obecnych. Niemcy chcą wszelkimi siłami pchnąć Polskę do wojny z Rosją, a ponieważ wojna ta nie leży w naszym interesie, więc kraj musi się zachowywać biernie. *Kraj to doskonałe rozumie*, czego dowodem jest powyższe wzmiankowana deklaracja *Koła Międzypartyjnego*, czego dowodem jest również anty-niemiecka polityka *Bloku Lewicy* (dawnej *Rady Narodowej*) skład którego wchodzi następujące stronnictwo: Polska Partja Socjalistyczna, Stronnictwo Ludowe, Zjednoczenie Stronnictw Demokratycznych i Partja Niezawisłości Narodowej.

Zaś skład *Koła Międzypartyjnego* wchodzi następujące grupy: Partja Polityki Realnej, Partja Narodowej Demokracji, Polska Partja Postępowa, Związek Narodowy, Partja Demokracji Chrześcijańskiej i Stronnictwo Niezależności Ekonomicznej.

Dwa powyższe wymienione bloki tworzą kolejno « lewicę » i « prawicę » stronnictw politycznych w Królestwie Polskiem. *Dwie te skonfederowane grupy, z różnych przyczyn, prowadzą jednakową politykę umiarkowania*. Jedynie *Centrum Narodowe*, do którego należą Liga Państwowości Polskiej, Zjednoczenie Ludowe oraz Polska Demokracja, chce prowadzić politykę czynną opierając się na aktach Państw Centralnych. *Centrum* oznaczyło sobie następujące wytyczne dla swej działalności:

1) Utworzenie monarchji konstytucyjnej na szerokich podstawach demokratycznych;

2) Mocny rząd i silna armja, które będą gwarancjami istotnej niepodległości;

3) Nie oglądając się na wynik wojny, utrzymanie ciągłości w pracy nad realizacją Państwa Polskiego;

4) Przeciwdziałanie anarchji, mogącej podciąć w zarodku byt państwowy polski.

Rozwiązanie pierwszego punktu powyższego programu nie należy do jakiegoś poszczególnego bloku, a tylko do Parlamentu polskiego wybranego na zasadzie powszechnego głosowania. Ponieważ w odrębnych listach monarchów Państw Centralnych wyraźnie napisano, że na zwołanie Parlamentu jest jeszcze za wcześnie, przeto punkt powyższy nie ma najmniejszej racji bytu w programie *Centrum Narodowego*.

Na punkt drugi każdy trzeźwo myślący Polak się zgodzi, ale bez punktu trzeciego. Właśnie o to nam wszystkim chodzi aby ustrój polityczny, wprowadzony w życie w Warszawie podczas okupacji niemieckiej w łeb wziął wraz z końcem wojny. Tu mowy być nie może o jakiejś « ciągłości w realizacji Państwa Polskiego » w tym duchu, w jakim tę ciągłość rozumie *Centrum Narodowe*. Czego żądają władze niemieckie od członków przyszłej Rady Regencyjnej i Rady Stanu? — *Zobowiązania pisemnego do lojalności względem Państw Centralnych*, a następnie przedkiego rozstrzygnięcia kwestji wojskowej w celu wzięcia czynnego udziału w wojnie z Rosją!

Na takich warunkach wszelka współpraca z Państwami Centralnymi jest niemożliwa. Co do punktu czwartego, jest to potwarz rzucona na *Blok Lewicy*. Posądzają go centrowcy o dążności ku anarchji, albowiem jego przedstawiciele, przejrzawszy na oczy, wystąpili z byłej Rady Stanu. Jest to dalszy ciąg denuncjatorskich metod zainaugurowanych przez sławetną « G — prasę » (*Goniec, Głos i Godzina Polski*), które doprowadziły do aresztowania Piłsudskiego.

Możemy się cieszyć, że Państwowocy Polscy, którzy wspólnie z kilku konserwatystami rejdą w *Centrum Narodowym*, są znikomą mniejszością w sferach politycznych Królestwa Polskiego. Polska nie będzie kolonją Mittel-Europą, a politykę, zainaugurowaną przez Państwa Centralne aktem 12 września, spotka los polityki rozpoczętej proklamacją 5 listopada roku zeszłego!

K. S.

OHYDA KAŁUSKA

Piotrogrodzkie « *Birżewija Wiedomosti* » umieściły dnia 4 sierpnia b. r. sprawozdanie p. *Breszko-Breszowskiego* p.t. « *Prawda o Kałuskich zerwierzeceniach* ». Sprawozdanie te, pisane z głębokim oburzeniem i wstydem, przejąć musi każdego wstrząsającą zgrozą. Tem bardziej musi być strasząca zgrozą, którą odczuwa czytelnik polski.

Ogłaszamy tu tylko niektóre wyjątki z tego okropnego opisu, albowiem na wszystko miejsca by nam nie starczyło.

« Szturmowe bataljony z oficerskimi łańcuchami na przodzie jednym zamachem zagarnęły Kałusz, wyparły Niemców. Trzeba było obwarować za sobą miasto; wysunięto w tym celu dwa pułki piechoty. Właśnie te same dwa pułki najgłośniej ze wszystkich krzyczały: « ani aneksji, ani kontrybucji ». Wróg wiedząc, z kim ma do czynienia, rozmyślnie zostawił wielkie zapasy trunków w mieście. Brygada, nie słuchając oficerów aby natychmiast przystąpiono do okopywania, rzuciła się aby pić i grabić. Wytoczono beczki trunków i rozbijano je. Żołnierze napełniali swoje manierki, a kto nie zdążył, kładł się na ziemię i poządlwie chleptał płynącą po bruku cieczę... Kadrowych oficerów, starających się upamiętać coraz bardziej tracącą ludzką fizjonomję motłoch, zakłuwano bagnętami. Praporszczyki-bolszewiki pili razem z żołnierzami, zachęcając ich do beczynności i nieposłuszeństwa. Niemcy, którzy odpastili, ostrzelali Kałusz szrapnelami. Hałas bombardowania literalnie zagłuszony był wyciem i krzykiem kobiet, które żołnierze gwałcili, odcinając im ręce i piersi. Nie szczędono nikogo: ani staruszek, ani ośmioletnich dziewczynek.

« Żołnierze strzelali do siebie nawzajem i do oszalałych w udreće mieszkańców. Na ulicach rozstawione były kulomioty, którymi zmiotano wszystko co żyło... Razem z trupami rozwalali się do bezprzytomności pijani żołnierze.

« A Niemcy, wiedząc co dzieje się w Kałuszu, postanowili opanować go, co łatwo byłoby zrobić przy pomocy jednej rotacji. Dowódca kaukaska dywizja, książę Bagration, wydzielił dwie secciny pod dowództwem księcia Magalowa i dostojnego księcia Dadiani, w celu ukrócenia tej krwawej bachanalji przedewszystkiem, a potem dla osłony przeciw zbliżającym się Austro-Niemcom. Więcej niż dwie secciny nie można było posłać, ponieważ cała dywizja stała na poważnie zagrożonych pozycjach. Ale i te dwie nie mogły dać więcej niż osmdziesięciu ludzi. Cóż mogło zrobić osmdziesięciu Kaukazców ze zezwierzęconym czterotysięcznym tłumem? Upominał nikt nie słuchał. Przeciwnie dawały się słyszeć groźne okrzyki:

— A, « uśmierzyciele » — wszystkich was wyklujemy.

« Wziąć się do szabel byłoby zupełną donkichoterją. Ani uciechy, ani pożytku, jeno pewna śmierć, do tego bez żadnej chwały.

« Podpalone częściowo przez żołnierzy, częściowo przez pociski niemieckie, domy płonęły wokół.

« Oto co opowiadał książę Dadiani, oficer wielkiego męstwa, który nieraz z garścią swoich jeźdźców cudów dokonywał.

— Nigdy, w najzaciętych walkach i atakach pod najbardziej szatańskim ogniem, nie doświadczałem takiej grozy, zaiste grozy, jak w Kałuszu.

« Po kilku minutach i książę Dadiani i książę Magalow znaleźli się w potwornej — tu wszystko było potworne — sytuacji. Na placu otoczyła ich wielka gromada żołnierzy, jeszcze nie zupełnie pijanych.

— Naprzód, na pozycję! Słyszycie, na pozycję... burzuje!...

— O co idzie! — Oficerowie nie mogli zrozumieć.

— Na pozycję!...

« Okazało się, że Niemcy pchnęli w kierunku Kałusza dwie kompanie. Nadszły już one falą, rozpoczynając karabinową strzelaninę. I oto piechota doszła do wniosku, że kawalerja tubylczych dywizji powinna stanąć na straży wesołej zabawy piechoty Kaukazczyków zwarli się obok swoich oficerów. A w kilkadziesiąt kroków dwie mitraljezy stały już wymierzone do nich. Słychać było pogróżki.

— Na pozycję, bo jak nie to położymy wszystkich!

« Błysnęły szable rozwścieczonych tubylców. — Będziemy rabać, chociażbyśmy mieli ledz do ostatniego. Ta banda chce, abyśmy jej bronili, podczas gdy ona będzie tu rabować, pić i zarzynać bezbronných mieszkańców...

« Oficerowie z trudnością uspokoiłi Kaukazczyków.

— Nie ich będziemy bronili, będziemy bronili Kałusza zdobytego i naszej krwi kroplą.

« I oto kilkadziesiąt spieszonych jeźdźców, z dwoma oficerami, udają się naprzód, rozkładają łańcuch i podczas tej całej szatańskiej nocy odpięrają natarcie dwu kompanji niemieckich, ponosząc przy tem dość ciężkie straty.

« A w tyle, pośród pożogi rozzuchwałała się coraz bardziej obmierzła orgja gwałtu, rabunku

i śmierci. Dochodziło do tego, że oszaleli żołnierze bagnętami wyślubowali trupom złote zęby.

« Charakterystyczny szczegół. Rabusie-piechurzy odcięli Kaukazczykom wszelką drogę, gdyby ci zechcieli opuścić wskazane im pozycje. Odcięli ich poustawiawszy wszędzie mitraljezy. Nie zechcesz być pod niemieckim ogniem, zginiiesz od swego!

« Kaukaska dywizja tubylcza jest jednym z niewielu dyscyplinowanych oddziałów na froncie południowo-zachodnim. Są to wszyscy wolontariusze, walczący już trzy lata z własnej swojej nieprzymuszonej woli. Tak jak byli oni wolnymi orłami Kaukazu, tak i pozostali wolnymi. I tam, gdzie uciekająca piechota otwierała front, tam wlewała się natychmiast dywizja tubylcza. Musiała ona stale walczyć na dwa fronty; z jednej strony z Niemcami, z drugiej — wprowadzać porządek w zbuntowanych oddziałach piechoty.

« W moich oczach dwa pułki, porzuciwszy samowolnie pozycje, ruszyły w tył « brać » Stanisławów. I jeżeli kto uratował to cudowne miasteczko od powtórzenia się zmory kałuskiej, to byli to Czeczeńcy, którzy zmusili piechotę do powrócenia na porzuconą pozycję.

« Taką jest cała prawda co do tej najhaniebniejszej, najboleśniejszej plamy na rosyjskiej armji rewolucyjnej, którą Niemcy wyzyskali znakomicie. Po dniu, opanowali oni znowu Kałusz i natychmiast dziesiątki fotografów wzięło się do « zdejmowania » sponiewieranych i zdefigurowanych trupów kobiet, starców i dzieci. Zdjęcia umieszczone zostały w pismach i gazetach pod tekstem w rodzaju:

« Oto jaką wolność przynosi rosyjska armja rewolucyjna ».

« Co można odpowiedzieć na to? Niestety — nie! Trzeba milczeć, milczeć ścisnąwszy zęby, a następnie głośno, z przejmującym bólem krzyknąć:

— Jeżeli nie chcecie, powtórzyć Kałusza i Tarnopola, jeżeli nie chcecie, ażeby armja, groźna dla spokojnych mieszkańców tylko, nie uciekała jak stado baranów przed Niemcami, powróćciej dawną moc bojową i nie przeszkadzajcie naczelnemu wodzowi wprowadzić żelazną dyscyplinę. Nie przeszkadzajcie... Inaczej Rosja zginie... »

SPRAWA ARMJI POLSKIEJ W ROSJI

Podkapitan Mieczysław Weżyk, dowódzca kompanji saperów Dywizji Strzelców Polskich, nagrodzony w tej wojnie za waleczność oficerskim krzyżem św. Jerzego, zamieścił w *Wiadomościach Wojskowych* charakterystyczny artykuł « Dwa epizody z życia Dywizji Polskiej ».

« Było to — pisze waleczny podkapitan — pod Baranowiczami w Brygadzie Polskiej. Pewnego dnia przyjechała do nas grupa fotografów, a nawet aparat kinematograficzny, czekając na uroczystość wręczenia czterech sztandarów polskich czterem bataljonom polskim.

« Czekali ci ludzie parę tygodni i... coś się zepsuło — zaszyły jakieś zmiany — sztandary nie przyjechały. Dowiedziałem się już znacznie później, jak to wszystko się stało. Sztandary były już przywiezione do stawki carskiej, a posłano po eskortę, aby odnieść te sztandary do Brygady Polskiej.

« Dygnitarz, który po to jeździł, wraca po sztandary i ździwiony spostrzeżga, że sztandary znikły, więc pyta cara: « Co to znaczy? » i car objaśnił: « Przyjechał Jengalczew i przekonał mnie, że to będzie szkodliwe, więc pozwoliłem mu zabrać sztandary ».

« Formuje się Dywizja Polska. Nastaje rewolucja, a więc wszczynają władze nasze wojskowe starania o to, by sztandary przez carat nam zabrane w chwili ofiarowania, do rąk naszych trafiły. Chcieliśmy zagrać ducha żołnierskiego. Rozkaz wydania nam sztandarów był wysłany do Moskwy, eskorta honorowa pojechała je przywieźć.

« Wtem zjawił się pan Lednicki.

« Przekonał rząd Rosji rewolucyjnej, że wydanie sztandarów jest zbyt cennym i... sztandary wzięto pod zamki, a żołnierz polski powiedział: « Społeczeństwo polskie od nas się odwróciło! Społeczeństwo polskie nas nie uznaje! Społeczeństwo polskie głosi, że nie mamy prawa dotykać się sztandarów polskich ». To jedna z przyczyn katastrofy, która spotkała Dywizję Polską.

« Za czasów caratu, gdy rozmawiał z zandarmem, lub wysokim dygnitarzem biurokracji rosyjskiej, nieraz zwracano mi uwagę: « Panie poruczniku zbyt śmiało Pan mówisz — możesz się narazić ».

« Za czasów wolności byłem z wizytą w składzie delegacji od Dywizji Polskiej w pałacu Zimowym u... pana Lednickiego.

« Mówiłem szczerze i śmiało — mówiłem przecież do Polaka. Mówiłem, że Polak przedewszystkiem o Polsce winien myśleć, że armja polska, jeśli ją się stworzy, może powstrzymać przykładem swoim armję rosyjską od dążeń do pokoju separatywnego... tami przerwano... Pan Lednicki wstał — oparł się ręką o biurko Pałacu Zimowego i oznajmił: « Zabraniam Panu mówić w ten sposób, ponieważ jestem urzędnikiem rosyjskim ».

(Zrozumiałem to: « jestem ministrem rosyjskim do spraw polskich »).

« Wyjechałem z Piotrogradu... dziś Dywizja się rozpada na wszystkie strony. Są ludzie — i nawet Polacy, którzy dużo pracy temu poświęcili: jedni z przekonania, drudzy z partyjnych powodów, trzeci bezwiednie — prowadzeni przez ludzi, którym ufali. »

Według doniesień późniejszych wiemy już, że Dywizja Polska, na szczęście, nie tylko się nie rozpadła, ale nawet stała się jądrem czterech nowych dywizji.

* *

Do « *Rus. Słowa* » telegrafują dn. 8 sierp. z Kwatery Głównej:

« Wczoraj gen. Kornilow przyjął dowódzcę wojsk polskich z wyboru, generała-porucznika Dowbór-Muśnickiego, i toczył z nim długą rozmowę o tworzących się nowych dywizjach polskich.

« Mówiąc o dyscyplinie w polskim wojsku, generał Dowbór-Muśnicki oświadczył, że wtedy tylko może gwarantować zdolność do boju nowych formacji, jeśli władza dowódcy nie będzie skrepowana przez żadne organizacje. »

Generał Dowbór-Muśnicki — jest jednym z najświetniejszych oficerów armji rosyjskiej.

Na początku wojny miał rangę pułkownika i zajmował stanowisko naczelnika sztabu dywizji, był dwukrotnie ranny, a za świetne walki pod Przasnyszem otrzymał krzyż św. Jerzego i rangę generała; dowodził 14 pułkiem Syberyjskim. W lecie roku ubiegłego odznaczył się w walkach na froncie kaukaskim, jako dowódzca dywizji piechoty, a następnie to samo stanowisko otrzymał na froncie ryskim. W czasie walk styczniowych pod Kałncemem został zatruty gazami, lecz pozostał w szeregu.

Rewolucja zastała generała Dowbór Muśnickiego na stanowisku naczelnika sztabu 1-ej armji. Guczkow, jako minister wojny, wezwał generała do Piotrogradu i zaproponował mu stanowisko wice-ministra wojny, lecz generał odmówił i objął dowództwo jednym z korpusów czynnych. Niedawno polskie organizacje wojskowe wybrały go na dowódcę wojsk polskich. Obecnie gen. Kornilow zatwierdził go na tem stanowisku.

* *

Zarząd Związku Wojskowych Polaków Armji 2-ej wydaje co tydzień własny biuletyn. Z « *Biuletynu* » piątego z rządu czterpiemy następującą interesującą wiadomość:

Minister wojny wyraził zgodę na sformowanie 2-ich Korpusów polskich ze wszystkimi rodzajami broni i wojskami pomocniczymi.

Nakład No 3 « *Żołnierza Polskiego* », wydawanego w Mińsku przez Związek frontu zachodniego, został skonfiskowany, wobec czego powtórny nakład tegoż numeru wydaje z opóźnieniem.

Sekoja oświatowa Z. W. P. Fr. Zachodniego zorganizowała szereg bibliotek ruchomych po 50 książek różnej treści w każdej. — Biblioteki są wysyłane do Związków po uprzednim zgłoszeniu się piśmiennem do Zarządu Związków W. P. Armja 2-ga.

Od połowy sierpnia r. b. w Piotrogradzie wychodzić będzie, przy współudziale najwybitniejszych sił literackich i fachowych, tygodnik *Polskie Siły Zbrojne*, organ urzędowy Naczelnego Polskiego Komitetu Wojskowego.

Polskie siły zbrojne zawierać będą dwa działy: urzędowy, podający rozkazy i rozporządzenia Naczelnego Polskiego Komitetu Wojskowego i władz wojskowych, dotyczące polskich sił zbrojnych i Polaków wojskowych armji rosyjskiej, wiadomości o mianowaniach i odznaczeniach oficerów i urzędników polskich sił zbrojnych, oraz nieurzędowy, na który się złożą artykuły, poświęcone sprawom wojny za wolność i odbudowanie Ojczyzny, wyświetleniu potrzeb moralnych i materialnych polskiego żołnierza, jak również kwestjom wojskowości wogóle i polityki zewnętrznej i wewnętrznej ze stanowiska zadań organizacji sił zbrojnych.

OŚWIADCZENIE

p. Lednickiego w sprawie Gdańska.

Wydział Prasowy Prezesa Komisji Likwidacyjnej do spraw Królestwa Polskiego wystąpił do Centralnej Polskiej Agencji Lozańskiej depesze treści następującej:

« Wydział Prasowy Prezesa Komisji Likwidacyjnej do spraw Królestwa Polskiego, z powodu depeszy Panów z dnia 11-go lipca o wywiadzie z Prezesem Komisji Likwidacyjnej p. A. Lednickim, wydrukowanym w « Daily News », komunikuje, iż korespondent « Daily News » w liście swoim do Redakcji « Dziennika Polskiego » kategorycznie zaprzecza temu, jakoby p. A. Lednicki wyraził się, że Polakom Gdańsk jest niepotrzebny. Stwierdzając w rozmowie z korespondentem « Daily News », że bez oddania Polsce dalszego biegu Wisły, wraz z historycznym polskim portem Gdańskim, sprawa polska nie może być zadawalniająco rozstrzygnięta, p. Lednicki w sążnistości, iż, ze względu na całkowite zabezpieczenie Polsce zupełnej niezależności dostępu do morza, poza daniem by było dla niej mieć, oprócz pierwszego, drugie ujście do morza, którym mogłaby być Windawa po połączeniu jej z Niemnem i Wisłą, że wogóle niema Polaka, któryby w kwestji Gdańska inaczej myślał.

« Jednocześnie można nadmienić, iż Prezes Lednicki niejednokrotnie miał możność w publicznych oświadczeniach zaznaczyć, iż sprawa polska nie może być rozwiązana bez całkowitego zjednoczenia wszystkich ziem polskich z ujściem do morza i że warunek ten jest naczelnym postulatem narodowym. »

Piotrogrodzki « Dziennik Polski » wydrukował oświadczenie powyższe i opatrzył je następującym komentarzem:

« Cały powyższy komunikat z najwyższym zadowoleniem publikujemy, wyrażając nadzieję, że przykre zajście, wreszcie należycie wyjaśnione, będzie skwapliwie wyjaśnione w tym samym duchu przez Agencję Lozańską w prasie europejskiej. Żałować należy, że wydział prasowy p. Prezesa Lednickiego odrzuca po pojawieniu się wiadomości o zdumiewającym interwiewie w « Daily News » nieuczynił tego, co zrobił dzisiaj. Byłoby się uniknęło wielu nieporozumień niepotrzebnych i rozdrażniających i tak już nad wszelką miarę przykre stosunki. »

Ze swej strony dodajemy, że Agencja Lozańska wistocie rozesała prasie europejskiej sprostowanie p. Lednickiego. « Polonia » umieściła je w numerze 37-mym, w dziale « Agence Polonaise Centrale à Lausanne ».

O POLSKIEJ DYWIZJI STRZELECKIEJ

W Kijowie, porucznik Tadeusz Lechnicki wygłosił odczyt p. t. « Garść wrażeń z ostatnich bojów i udziału w nich Polskiej Dywizji Strzeleckiej ». Ponieważ dokoła Polskiej Dywizji krążyć zaczęły przeróżne pogłoski, zaciemniając istotny stan rzeczy, « Gazeta Polska » podkreśla najciekawsze momenty odczytu por. Lechnickiego.

Warunki, w których wystąpiły do boju polskie strzeleckie oddziały — mówił porucznik — były pod każdym względem bardzo niekorzystne. Nastrój antywojenny w piechocie rosyjskiej — spotęgowany bardzo silną agitacją niemiecką, zaczął przenikać do polskich szeregów.

Usilna praca wewnętrzna w kierunku przeciwnym była podrywana wyraźną niechęcią, okazywaną naszym żołnierzom przez rosyjską piechotę. Miano im wprost za złe, że chcą się bić.

Okolo 15 lipca n. st. dywizja strzelecka stanęła na pozycjach. Tu rozpoczęła się planowa i bardzo intensywna agitacja niemiecka. Pomimo, że stosunek żołnierzy z oficerami na ogół jest bardzo dobry, oparty na zaufaniu, jednak wszczęły się nieporozumienia, które zresztą szybko zostały zażegnane, po usunięciu szkodliwych żywiołów. Dywizja poszła do okopów.

Widok popłochu i ogólnej dezereji w innych szeregach podziałał uzdrawiająco. Żołnierze zrozumieli, że obowiązkiem ich jest stać mocno i nie zdradzać honoru żołnierskiego. Wtedy miały miejsce fakty, dowodzące niezwykłego bohaterstwa: II-a partja pieszych wywiadowców, z por. Głowikowskim na czele, przeszła przez zagrody druciane niemieckie i zdobyła ważną placówkę pod gradem kul. Porucznik zyciem przyplacił bohaterski czyn.

Tymczasem przyszedł rozkaz rozformowania dywizji spowodowany przesadnymi wieściami o jej dezorganizacji. Wiadomość ta spadła na dywizję nagle i uzdrowiała do reszty nadwyręzoną przez nieustanną agitację zdolność bojową. Gdy wiele dywizji rosyjskich rzuciło broń i pierzchało w popłochu, tylko nasi strzelcy zasłaniali odwrót i odpierali ataki niemieckie. Pułk IV Pozostawał w okopach 14 dni i cofnął się dopiero, gdy groziło oskrzydlenie. Projekt rozformowania dywizji upadł, ponieważ dała ona dowód, że umie dzielnie walczyć.

Np. pułk I od godz. 9 rano do 2 po poł. sam wytrzymał atak niemiecki. W bitwie tej było 108 zabitych, a 98 rannych. Pułkiem dowodził pułkownik Żelechowski. Pułk cofnął się w porządku wskutek otrzymanego rozkazu. Pułk II

również wykazał ogromną zdolność bojową — podoficer Śegiński wyratował własnoręcznie; karabin maszynowy, którego całą obsługę wybił to. Wypadek ten nie był odosobniony. Z własnej woli, nie z rozkazu, garstka ludzi rzuciła się na najśmielsze przedsięwzięcia. Pułki II i III, w których wrzała największa agitacja, przejęły się nastrojem chwili, poszły do okopów i przetrwały do ostatka. Wtedy odznaczył się też męstwem pułk. Racięcki. Już podczas odwrotu, żołnierze z obsługi wyprzęgli karabin maszynowy, ostrzeliwując z niego niemordowanego wroga: ginęli jeden za drugim. Poległych zastępowali koledzy, aż zostali wybieli co do jednego. Wogóle straty polskiej dywizji są znaczne. Wielu jest rannych i otrutych gazami.

Dywizja polska, jednym słowem, z niezliczonymi wyjątkami, oparta się dezorganizacji, położyła wielkie zasługi w ostatnich bojach i dowiodła, że duch rycerski nie zaginął wśród Polaków.

USTROIM KIEDYŚ...

Ustroim kiedyś w cudną wspomnień sławę
Wasze proporce i pałasze rdzawie.
I imion waszych będziemy poczet święty
Czczyć, jako krwawe Polski sakramenty...
Bowień w dzień siejby — dzień, mozołem [długi,

O wasze kości dźwiękną nasze pługi
I w proch krwi waszej — rzucim w ziemię [czarna
Dla nowej Polski złote, polskie ziarno.
JAN PIETRZYCKI.

NEKROLOGJA

Ś. P. TADEUSZ JAROSZYŃSKI

Literatura polska poniosła dotkliwą stratę przez śmierć Tadeusza Jaroszyńskiego, utalentowanego powieściopisarza i dramaturga, a przysiężnym wytrawnego krytyka literackiego.

Tadeusz Jaroszyński urodził się w Wólce Dobrzyńskiej, w gubernji siedleckiej, w 1863 roku. Jako jedenastoletni chłopak wyjechał ze Lwowa, gdzie uczęszczał do szkół średnich, które ukończył w Piotrkowie. Po otrzymaniu świadectwa dojrzałości w 1883 roku, studiując w warszawskiej szkole rysunkowej, poczem na dalsze studia udaje się do Paryża, gdzie z małymi przerwami uczy się od 1886 do 92 r. W tym czasie próbuje pisać, a powodzenie, jakie towa-

napiękną Sita. W ogniu doświadczenia, na stosie ofiarnym ujrzy ją Rama czystą, jak była.

I wtedy Rama powie o sobie: «Przewycięzyłem siebie i ty, Judwo, dałeś mi moc, żem w wnętrzu zgasił piekielny żar zwątpienia ». Rama odrodzi się, wyzwoli od swego zwątpienia. Jest to u Kasprowicza ton nowy. Dotychczas bowiem zła Ananke niszczyła istnienia ludzkie, nim miały możność przekonać się kędy jest prawda ich życia. Kasprowicze teraz unicestwi za to złe, podstępne duchy Ravanę i Kikiehi.

Piękno tego indyjskiego, symbolicznego hymnu o miłości wyciera z głębin moralnego zapatrzenia się w istnienie ludzkie. Twarda, wiązana mowa Kasprowicza posiada w sobie siłę i skupienie. Kto, umie zmierzyć się z nią — zostanie oczarowany jej głębiną i potęgą wyrazu.

**

Zjawilo się też dawno wyczekiwane wydanie « Poezji wybranych » Kazimierza Tetmajera. Jubileuszowy Komitet Wydawniczy już od 1912 roku zajmował się tem wydawnictwem. Zostało ono zainicjowane z racji dwudziestopięcioletnia twórczości K. Tetmajera. Doświadczona i pełna miłości ręka wybrała z pereł liryki Tetmajerowskiej najkosztowniejsze i najkunsztowniejsze okazy, dając tom doskonale obejmujący całość twórczości poetyckiej śpiewaka « Tatr ». Znajdujemy w nim wiersze, które swojego czasu powtarzało całe pokolenie: « Dawniej trzeba się było zużyć, przeżyć » obok rzeczy noszących wybitne piętno dni dzisiejszych, jak naprzykład: « Był czas żeśmy się rozumieli ».

Poezje miłosne, ballady tatrzańskie, utwory refleksyjne, a nawet ów słynny wiersz: « Synku mój mały » znalazły uwzględnienie w tym zbiorze. Dodano też doskonałą heljograwurę fotografii K. Tetmajera.

M. JUNOSZYC.

ODCINEK POLONII z DNIA 29 WRZEŚNIA 1917

RUCH LITERACKI W KRAJU

Pierwszego roku wojny książek w Polsce wcale nie wydawano. Ulotne broszury informacyjne dopiero w drugim roku wojny znalazły się na rynku księgarskim, czyniąc zadość potrzebom szerokich warstw ludności, które w ten sposób dowiadywały się o rocznicach uroczystości obchodzonych lub też o różnych aktualnych zadaniach chwili bieżącej bądź to w dziedzinie politycznej, bądź też w dziedzinie samorządności miejskiej. Sztuka, beletrystyka, leżały zupełnie odłogiem. Dopiero wydawnictwa beletrystyczne Naczelnego Komitetu Narodowego przypomniły, że w czasie wojny i pisarz polski pracuje.

Odwagę też niemałą wykazał Edward Słoiński puszczając przed dwoma laty pierwsze wydanie swoich wierszy wojennych, ujętych tytułem « Ta, co nie zginęła... » Wydał je na swój koszt. Niebawem nakład został wyczerpany. Zachęcony powodzeniem poeta puszcza na rynek drugie wydanie. Wniepełna pół roku i ta edycja została wykupiona. Przygotowano trzecie wydanie, i to spotkało się też z wielkim zainteresowaniem i zostało szybko rozsprzedane.

Teraz zjawily się utwory Słoińskiego w czwartym wydaniu, z okładką roboty artysty-malarza Ferd. Ruszczyca. Wydanie to zawiera cały szereg wierszy nowych, które poeta stworzył przez ostatnie miesiące pod akompanjament takich wydarzeń, jak rewolucja w Rosji lub wejście Legionów do Warszawy. We wszystkich tych utworach tkwi rzewny sentyment poety i mówi szczerze i prosto polska racja stanu. Temu tonowi zawdzięcza liryka Słoińskiego swoją popularność.

Łatwy, płynny dźwięk czaruje przytem ucho prostotą swoją.

Wiersze Słoińskiego są najwymowniejszą ilustracją naszej martyrologii. Poeta czuje tragedję narodu i żołnierza polskiego. Oto jak się skarży:

Rozdzielił nas, mój bracie,

Zły los i trzyma straż —

W dwóch wrogich sobie szcziach

Patrzymy śmierci w twarz.

A oto słowa, które poeta wkłada w usta młodego dziewczęcia stojącego na wyniosłym pagórku, zwróconego ku stronie zachodniej, skąd fale powietrza niosą zamierające odgłosy walki. Wyciągając ręczeta, deklamuje:

A gdy mnie zdala ujrzyś,

odrazu bierz na cel

i do polskiego serca

niemiecką kulą strzel!

Bo wciąć na jawie widzę

i co noc mi się śni,

że Ta co nie zginęła

wyrośnie z naszej krwi...

Piękne to, i smutne, i prawdziwe.

**

Jan Kasprowicze w lata wojny wykazuje niezemnieostabiony twórczy prąd: dał « Księgę Ubogich », a teraz znów indyjski poemat o miłości w 3 odsłonach p. t. « Sita ». Jest to swojego rodzaju libretto, a właściwie poetycka kanwa, na której ma rozsnąć czar muzycznych dźwięków znany meloman, książę Władysław Lubomirski. Kim jest jednak Sita?

Kasprowicze ukazuje nam w glorijskiej miłości jej chybłą i piękną postać. Jest ona żoną królewicza Rami. Dla niej, czarownej, rzec się on chce berła władzy i miecza siły. I nic dziwnego. Jest przecież Sita imieniem, które zawiera w sobie miłość i prawdę. Znajdzie się jednak zły duch Ravana, który rzuci cień podejrzeń o zdradę

rzyszy tym próbom, skłania go do tego, że wkrótce zarzuci zupełnie ołówki i paletę i chwyci za pióro. Nie licząc drobnych nowel, zapowiadających niebanalny i niepośledni talent, pierwszym większym jego dziełem jest czteroaktowa sztuka « Scigana », wystawiona w Warszawie w 1889 r. Mniej więcej około roku 1896, Tadeusz Jaroszyński poświęca się wyłącznie literaturze, pisując i drukując nowele i powieści we wszystkich niemal piśmach.

Mimo intensywnej i wyczerpującej pracy dziennikarskiej, Tadeusz Jaroszyński znajduje czas na prace większe, bądź to w zakresie powieści, bądź sceny. Pisze ciągle, rok rocznie niemal wydając powieść, czy tom nowel. Z bogactw puścizny, jaką zostawił, wymienić należy: « Różni ludzie » (1904), « Doktor Tomasz » (1907), « W nawiasach życia » (1908), « Dobra krew » (1911), « Oko za oko » (1912), « Wieża z kości słoniowej » (1909), « Za wieku starego » (1913). Intensywnie pracuje też i dla sceny, pisząc szereg jednoaktówek i sztuk większych.

Do ostatniej chwili, aczkolwiek zdrowie mu nie dopisuje i nieuleczalna choroba podkopuje organizm, nie przestaje pisać, wydając tom nowel « Zmora », powieść « Przekupnie » i wystawiając w teatrze Polskim stylową komedię « Wojewódzic podlaski ».

Jako towarzysz pracy i kolega w światku swoim cieszył się sympatją i szacunkiem. Kochano go za jego humor i wykwinny sarkazm, szanowano za talent i nieposzlakowaną prawosć.

Od wybuchu wojny zapadał stale na zdrowiu, które szwankuje tak mocno, że przed paru tygodniami musiał wyjechać na kurację do Otwocka. Nie choroba płuc jednak, lecz rak w żołądku spowodował przedwczesną śmierć. Na parę dni przed śmiercią przewieziony do szpitala Dzieciątka Jezus, tamże, w nocy dnia 20 lipca, życie zakończył.

Zmarłemu koledze i człowiekowi oddajemy należny hołd i cześć, w śmierci jego widząc wielki uszczerbek dla literatury naszej.

Ś. p. Tadeusz Jaroszyński osierocił żonę i sześciorgo dzieci. Jedną z jego córek zapowiada wybitny talent poetycki.

OFIARY

Nadesłano do Administracji « Polonii » ofiary następujące:

Dla Ofiar Wojny w Polsce:

WPP. J. Kaczkowska, 6 fr.; — F. Kozłowski, 10 fr.; — Wiśniewski, 10 fr.; — Sobiecki, 10 fr.; — Chmura, 5 fr.; — Barret-Spalikowska, 5 fr.; — M. Antenot, 6 fr.; — Jeńcy-Polacy z Couzon, 143 fr. 70 ct.; — A. Skóra, 6 fr.; — P. Piasecka, 10 fr.; — Józef Lewin, 10 fr.; — Stefan Skibniewski, 5 fr.; — Stanisław Skibniewski, 15 fr.

Ogółem nadesłano: 241 fr. 70 ct.

Łącznie z ogłoszonymi w No 33 « Polonii » (22.187 fr. 30 ct.), zebrano dla ofiar wojny w Polsce, 22.429 fr.

Dla Żołnierzy-Polaków:

WPP. Elias, 20 fr.; — Karol Rusz, 10 fr.; — Aleksander Znamięcki z Nowego Yorku, 500 fr.; — Henryk Lowenfeld, 25 fr.; — Karol Ryzmanowski, 20 fr.; — L. Potaschman, 10 fr.; — A. Damiński, 20 fr.; — Wł. Cieszkowski, 10 fr.; — Hania Zielińska, 5 fr.; — P. Beck, 10 fr.; — Sierżant Worwan, 5 fr.; — Jan Reszke, 100 fr.; — René i Caraibec Picado, 40 fr.; — Andrzej Skóra, 5 fr.; — Z. Zieliński, 5 fr.; — Pani B., 2 fr.; — Piotr Faliński, 5 fr.; — M. Rein, 10 fr.; — L. i A. Schreiber, 32 fr.; — Pluciński, 20 fr.; — Aleksander Znamięcki (powtórnie), 500 fr.; — Jan Śliwiński, 1 fr.; — Stanisław Skibniewski, 5 fr.

Ogółem nadesłano: 1.360 fr.

Łącznie z ogłoszonymi w No 33 « Polonii » (28.634 fr.) zebrano dla Żołnierzy-Polaków, do dyspozycji Komitetu Rannych, 29.994 fr.

Na Fundusz Sierot im. Sienkiewicza:

WPP. Karol Ryzmanowski, 22 fr.; — Emilja Lalouguière, 50 fr.; — Jan i Marja Kozierowscy, 20 fr.

Ogółem nadesłano: 92 fr.

Łącznie z ogłoszonymi w No 33 « Polonii » (883 fr. 80 ct.) zebrano na Fundusz Sierot im. Sienkiewicza: 975 fr. 80 ct.

Na Fundusz Wydawniczy:

WP. Stanisław Skibniewski, 5 fr.
Łącznie z ogłoszonymi w No 33 « Polonii » (1.748 fr. 50 ct.) zebrano ogółem na Fundusz Wydawniczy: 1.753 fr. 50 ct.

KRONIKA

◊ Z Polskiej Misji Wojskowej.

Jak donosi por. Henryk Abczyński, delegat Misji Wojskowej Polsko-Francuskiej w Brazylii, tamtejsza kolonja polska bardzo życzliwie zapatruje się na sprawę Armji Polskiej we Francji. Na zebraniu, które odbyło się w Rio-de-Janeiro dnia 16 września, uchwalono jednogłośnie, że jedynie silna Armja Polska może przywrócić Polsce jej dawne miejsce między innymi wolnymi narodami, i że każdy dobry Polak powinien ze wszystkich swych sił wziąć udział w organizacji Armji Polskiej we Francji.

Komitet Polski w Rio-de-Janeiro oficjalnie obiecał swą pomoc sprawie Armji Polskiej. Komitet może przemawiać w imieniu całej kolonji polskiej, albowiem zebranie walne z dnia 5 lipca moc takową mu powierzyło.

Jak wiadomo, jednocześnie z por. H. Abczyńskim wyjechało do Stanów Zjednoczonych Ameryki Północnej 8 przedstawicieli Armji Polskiej we Francji. Pisać o nich tymczasem nie możemy szeroko, albowiem wiele kwestji natury dyplomatycznej i wojskowej jeszcze nie rozstrzygnięto. W każdym razie już dziś możemy zapewnić czytelników naszych, że przyszłość naszej narodowej Armji Polskiej we Francji jest wielka. Wypełnią się jej szeregi, rozwiną się sztandary jej bataljonów... Będzie ona siłą, na której nasza dążność ku niepodległości twardo i silnie oprzeć się będzie mogła.

◊ Związek Narodowy Polski.

Zarząd Z. N. P. uprasza wszystkich członków Związku i wprowadzonych przez nich gości na zebranie towarzyskie, które się odbędzie w niedzielę dnia 7 października (zamiast drugiej niedzieli tegoż miesiąca), o godz. 3-iej pp. w lokalu « The Berlitz School », 31, boulevard des Italiens.

Na porządku dziennym znajdują się: 1) pogadanka polityczna, 2) sprawozdanie z wycieczki delegatów Związku do obozu Armji Polskiej w Sillé-le-Guillaume i 3) sprawa Obchodu Kościuszkowskiego. Zarząd uprasza o punktualność.

◊ Ogródek dziecięcy.

Pan A. Szawklis zawiadamia nas w imieniu Wydziału Sokoła i Tow. Im. Klaudji Potockiej że zebrania czwartkowe dzieci będą się znów odbywały regularnie w lokalu Tow. Artystów Polskich, 164, boulevard du Montparnasse. Pierwsze zebranie powakacyjne odbędzie się dnia 4 października o godz. 1 i pół pp. Uprasza się rodziców aby przyprowadzili swe dzieci dla zapisu i dla uporządkowania ogródka.

Dnia 11 października będzie urządzony obchód stuletniej rocznicy śmierci Tadeusza Kościuszki, a jednocześnie ogłoszone zostanie sprawozdanie z Kolonji Letniej polskich dzieci.

◊ Czternastoletni żołnierz.

Żołnierzem tym jest młody chłopak, Piotr Karecki, którego ojciec był przed wojną stan-gretem w Warszawie. Kiedy latem 1915 roku armje niemieckie zbliżyły się do Warszawy, młody Karecki uciekł z rodziną do Moskwy. Tam został przyjęty przez pułkownika nowo-formującego się 4-go pułku rosyjskiego, który miał być wysłany do Francji. Karecki ze swym pułkiem spędził rok cały w Salonikach, a gdy wybuchła rewolucja rosyjska, delegaci brygad salonickich do Piotrogradzkiego « sowietu » zabrali go z sobą. Gdy jednak młody Karecki przyjechał do Francji, oświadczył swym współtowarzyszom i opiekunom, że nie myśli wracać do Rosji. Został więc we Francji. Zaopiekowano się nim i nawet będzie on uczęszczał na kursa rzemieślnicze w Paryżu.

◊ Hojny dar.

Pan Aleksander Znamięcki z Nowego-Yorku znów nam nadesłał 500 franków dla polskich żołnierzy, za co mu w imieniu obdarowanych serdecznie dziękujemy.

OSWIADCZENIE WETERANÓW

Otrzymujemy dokument następujący:

Komitet Weteranów Polaków z 1863-1870 r. z wraz PP. : F. Janiszewskim, A. Pożerskim i J. Zimochim, po dokładnem rozważeniu protestu, który się ukazał w gazecie: « Głos Polski » (No 7 z dnia 7 Września 1917 r.) uznali jednogłośnie, że protest taki nie miał i nie ma racji bytu.

Prezes Komitetu
(podpisano): DOLIŃSKI.

Paryż, dnia 25 września 1917.



MAGAZYN
KUŚNIERSKI

CHARLES
39, rue de Moscou, 39
Pierwszorzędne modele paryskie
Ceny Umiarkowane

Bronzy do oświetlenia elektrycznego
GAZOWE LAMPY — INSTALACJE
A. BOUILLON
112, Boulevard de Belleville, 112 — PARIS

BIENENFELD JACQUES

KUPEJE: PERLY, — DROGIE KAMIENIE
— BIŻUTERJE OKAZYJNE —

PARYŻ, 62, rue Lafayette, 62
Téléph: CENTRAL, 90-10

MADRYD, 11 & 12, Puerta del Sol

ANTIQUITÉS ET OBJETS D'ART

I. BAUER

ACHAT — VENTE — ÉCHANGE
37, rue des Martyrs — PARIS

• FUTPA — WYROBY FUTRZANE •
• REPARACJE — PRZERÓBK •

S. BESTER

• 4, rue Richer, 4 — PARIS •

MARCELI BARASZ

88, RUE DAMRÉMONT,
PARIS

wydawnictwo kart
pocztowych, bromo-
wych — studjów akade-
mickich; próby wysyła
za zaliczeniem.

WIELKIE ZAKŁADY
— OGRODNICZE —

(Właściciel: Edm. DENIZOT)

polecają:

WSZELKIE DRZEWA OWOCOWE,
OZDOBNE, FORMOWANE, etc.

Cenniki na żądanie darmo i oplatnie

Adres: E. DENIZOT

Grandes Pépinières — MEAUX

(Seine-et-Marne)

FOURRURES & PELLETERIES

E. FISCH

48, rue Grenéta — PARIS

Librairie GARNIER Frères

6, Rue des Saints-Pères, Paris (VII^e)

Słownik Francusko-Polski, z podaniem sposobu wymawiania, zawierający wyrazy potoczne, niezbędny w podróży, tom oprawny w płótno miękkie, 32^o. 2 fr.

Słownik Polsko-Francuski, z podaniem sposobu wymawiania, zawierający wyrazy potoczne, niezbędny w podróży, tom oprawny w płótno miękkie, 32^o. 2 fr.

Dwa wymienione słowniki, oprawne w jeden tom, wyczerpane. 4 fr. 50 cent.

Wysyłka pocztą za dopłatą 10 0/0.
Do nabycia we wszystkich księgarniach i w Administracji « Polonii ».

LE GÉRANT: P. NEVEU

PARIS. — IMP. LEVÉ, 71, RUE DE RENNES.